



SPECTACLE : PENDANT QUE LE GOUVERNEMENT ANNONCE DES MESURETTES, LE MOUVEMENT S'AMPLIFIE !

Jeudi 11 mars, à l'heure où les occupations des professionnel-le-s du spectacle et des précaires se multiplient sur le territoire, le Premier Ministre Jean Castex a tenté une vague opération de déminage. Les organisations patronales et syndicales des secteurs de la Culture ont ainsi été reçues séparément ce matin afin que le Premier Ministre et la ministre de la Culture présentent les arbitrages retenus par le gouvernement pour tenter d'éteindre la crise.

Le Premier Ministre a ainsi concédé :

- 10 millions d'euros pour le Fonds d'urgence spécifique de solidarité pour les artistes et les techniciens du spectacle (FUSSAT) ;
- 20 millions d'euros de budgets supplémentaires alloués au soutien des équipes artistiques ;
- La garantie d'accorder des indemnités journalières pour les intermittentes du spectacle et de l'emploi en congés maternité ou celles et ceux en maladie, qui sont privés de ce droit en raison de l'absence d'activité salariée.

Nous restons attentifs à la mise en œuvre de cette dernière mesure, mais dénonçons le caractère très insuffisant de ces arbitrages qui ne sont pas de nature à éteindre la colère qui croît à travers le pays. L'immense majorité des artistes et technicien-ne-s intermittent-e-s du spectacle ne sera pas concernée par ces « aides ». Nous ne voulons pas d'aumône, nous voulons travailler !

Aucune perspective concernant la réouverture des lieux de spectacle n'a été donnée. Nous ne pouvons supporter que le chômage soit la seule perspective donnée aux artistes et techniciens, nous attendions donc a minima que le gouvernement mette en place un plan d'urgence de soutien à l'emploi pour garantir le paiement de salaires pour tenir des résidences artistiques et des répétitions. L'annonce de 20 millions d'euros de soutien aux équipes artistiques est largement inférieure à ce qui serait nécessaire pour maintenir une activité dans le spectacle vivant et devra se chiffrer par centaines de milliers d'euros.

À ce jour, le gouvernement continue à se cacher derrière les conclusions de la mission Gauron et refuse d'apporter une réponse à la prolongation de l'année blanche pour les intermittent-e-s du spectacle et ainsi qu'à la facilitation de l'accès aux droits aux primo-entrants laissés pour compte pendant la crise.

Dans le contexte de chômage de masse que nous connaissons, le gouvernement est toujours décidé à durcir les conditions d'accès à l'assurance chômage et orchestre la baisse des indemnisations des chômeurs relevant du régime général en juillet prochain. Cet acharnement est insupportable ! Non seulement les artistes et technicien-ne-s sont solidaires de tou-te-s nos collègues précaires, intérimaires, intermittents hors spectacle, saisonniers, extra-hôteliers, guides-conférencier-e-s, etc., qui ont besoin des mêmes mesures, et qui sont pourtant visés par une casse monumentale de leurs droits, mais nous ne sommes pas dupes des miettes que pourraient avoir les intermittents du spectacle dans ce contexte, malgré les promesses.

Alors même que nos caisses sociales du secteur s'effondrent, le gouvernement ne met rien sur la table pour garantir le droit aux congés payés, à la médecine du travail, à la retraite, à la santé pour les intermittent-e-s du spectacle. Silence aussi sur la situation particulièrement précaire des artistes auteurs pour lesquels il n'est pas envisagé de fonds de solidarité, ni de garantie de leurs droits sociaux.

Quant aux modalités de reprise de l'enseignement artistique, le gouvernement n'a simplement pas évoqué le sujet.

Ce n'est pas avec des mesurette que l'on éteint un mouvement social. En politique on ne résout pas les problèmes essentiels en agitant des leurres. Lorsqu'un gouvernement ne comprend rien, la seule réponse à donner est de se mobiliser !

À ce jour, déjà dix lieux culturels en France sont occupés ! S'il faut occuper tous les lieux de spectacle, tous les lieux de débats, tous les espaces démocratiques, nous le ferons !

La CGT Spectacle appelle à amplifier le mouvement et à multiplier les occupations sur le territoire.

OCCUPONS, OCCUPONS, OCCUPONS !

- ✓ RAPPEL CHAQUE JOUR À 14H AGORA DEVANT L'ODÉON
- ✓ CAISSE DE SOUTIEN À L'OCCUPATION : [#OccupationOdeon](https://twitter.com/occupationOdeon)

Paris, 11/03/2021.